

«Intensifier les échanges»

Le collectif Interlycées organise depuis plusieurs années ce type de rencontres.

Denis Fellens est le coordinateur national d'Interlycées. Il est professeur de dessin au lycée technique du Centre.

Entretien avec notre journaliste Audrey Somnard

Le Quotidien : La venue de Jean-Claude Juncker à votre matinée d'étude est prestigieuse. Comment vous y êtes-vous préparé ?

Denis Fellens : Interlycées a été créée en 2004, d'initiative luxembourgeoise, mais nous avons rapidement invité les lycées voisins de la Grande Région. Concernant l'euro, nous nous sommes dit que ces questions nous les traitions dans l'enseignement secondaire en économie, et pas seulement au Luxembourg. C'est pourquoi les lycées de Thionville, Arlon et Sarrebruck étaient également invités. Nous préparons cette matinée d'étude depuis un an et demi environ.

Il est bien clair que si nous voulons avoir des décideurs d'aujourd'hui et de demain de nos sociétés au niveau politique ou économique, il faut bien travailler à l'avance. Nous fixons tout d'abord un thème collégialement, c'est cela le modèle Interlycées, et cela fait parfois l'objet d'après négociations ! Des documents d'études de base sont ensuite fixés et sont étudiés dans les classes. Ensuite, les élèves formulent des questions pour entrer vraiment dans le détail de la matière. Elles sont ensuite envoyées à l'intervenant pour qu'il puisse adapter son langage et son discours en fonction des lycéens.

Monsieur Juncker a sans doute dû adapter et simplifier son discours pour qu'il soit plus accessible aux adolescents ?

Oui, et il l'a bien fait, je trouve. Du fait de cette procédure, c'est plus facile pour l'intervenant de s'adapter. Partout, au Luxembourg et ailleurs, des intervenants de tous horizons veulent venir s'exprimer dans les écoles. Ce n'est pas toujours facile de venir parler devant des jeunes de 17 ou 18 ans, il faut bien



Photo : Hervé Montaigu

Denis Fellens a coordonné hier la matinée d'étude dont l'invité principal était Jean-Claude Juncker.

«C'est à l'intervenant d'adapter son discours à un public de lycéens de la Grande Région»

connaître leur mentalité et la manière d'aborder le sujet traité.

Si un économiste fait un discours dans une entreprise, il devra faire autrement dans un lycée. Il faut intensifier les échanges entre ceux qui viennent parler et les élèves dans les écoles.

Le thème abordé ce matin était l'euro. Les lycéens français l'abordent dans leur programme

d'économie, est-ce la même chose ici dans les lycées du Grand-Duché ?

Oui, tout à fait. Si l'on regarde les différents lycées, que ce soit dans la Grande Région, ou ici avec le lycée français et l'école européenne, le thème de l'euro est abordé, même si il peut être traité de manière bien différente.

Certains peuvent mettre plus l'accent sur la politique économique ou l'adoption de l'euro par exemple. C'est donc très intéressant de pouvoir avoir des échanges sur ces différents thèmes et découvrir comment l'autre peut traiter un même sujet. A l'avenir, les professeurs qui ont assisté à nos matinées d'étude pourront intensifier leur discours pour voir comment les élèves ont ressenti le discours entendu le matin. Parce qu'une fois la matinée d'étude terminée, il y a un debriefing dans les classes.

De notre côté, nous faisons égale-

ment une analyse a posteriori avec les intervenants, les élèves, et les retours dans la presse.

Les élèves luxembourgeois se sont montrés plutôt timides au moment des questions posées à Jean-Claude Juncker...

C'est toujours comme ça. C'est un problème de langue. Nous avons choisi le français comme langue de débat et de discours. Cette fois-ci, nous avons une traduction simultanée du luxembourgeois vers le français, ce qui a permis aux élèves de poser des questions dans leur langue. Mais c'est habituel, les élèves étrangers sont toujours les premiers à poser des questions.

Dans les sections économiques de l'Athénée Royale à Arlon, il y a des cours de rhétorique qui permettent à ces élèves d'être bien plus à l'aise pour parler en public.

520

Le chiffre

C'est le nombre de lycéens présents, hier, au lycée de l'Athénée, à Luxembourg, pour suivre une matinée d'étude portant sur l'euro et la zone euro. 22 classes de 15 lycées différents étaient représentées, au Luxembourg avec ses lycées classiques ainsi que l'École européenne et le lycée Vauban, et des lycées partenaires de la Grande Région : le lycée Hélène Boucher de Thionville, l'Athénée Royal d'Arlon et le Deutsch-Französisches Gymnasium de Sarrebruck.

LA PHRASE DU JOUR

«Il est essentiel que la monnaie unique soit perçue comme un élément protecteur. Notre objectif est de lutter contre l'inflation et stabiliser les prix dans la zone euro»

(Jean-Claude Juncker, en qualité de président de l'Eurogroupe, lundi 7 janvier, à Luxembourg)

La «méthode Interlycées»

Interlycées rassemble des élèves qui réfléchissent d'une manière responsable, l'aménagement futur de grands espaces sociaux économiques et analyser les conséquences des protectionnismes nationaux et des patriotismes économiques, le tout sous l'épigraphe «les décideurs de demain à la rencontre des décideurs d'aujourd'hui».

Pendant leurs cours, les élèves préparent les thèmes et les dossiers des débats et des rencontres ainsi que des questionnaires ou remarques, points de vue et arguments qui sont ensuite transmis à l'intervenant.

www.interlycées.lu

Questions avisées au programme

Les lycéens ont su étonner Jean-Claude Juncker avec le niveau élevé de leurs questions sur l'Europe monétaire, preuve que l'économie européenne est l'affaire de tous.

La première question posée au président de l'Eurogroupe voulait savoir si le fait de contenir à tout prix l'inflation dans la zone euro ne peut pas avoir des effets pervers sur la croissance. Question à laquelle Jean-Claude Juncker a répondu que la maîtrise de l'inflation est nécessaire pour protéger les plus faibles, dont le pouvoir d'achat souffre en premier des effets pervers de l'inflation.

Les lycéens ont également souhaité savoir si l'Europe a les moyens de contrôler le bon usage des subventions qu'elle alloue aux pays membres. Jean-Claude Juncker leur a alors expliqué que les États sont les premiers responsables de la bonne utilisation de ces subventions et a souhaité, à ce titre, que les contrôles soient accrus puisqu'il subsiste, a-t-il précisé, une partie importante de subventions qui n'arrive jamais à bon port.

Très au fait de l'actualité, des élèves ont voulu savoir si on pouvait espérer voir un jour émerger une

monnaie unique mondiale pour éviter des distorsions comme il en existe actuellement entre l'Union européenne et la Chine.

Les limites de l'union à tout prix

La question a particulièrement plu à Jean-Claude Juncker qui a avoué être sans doute un des derniers romantiques parmi les politiques à croire en la notion utopique de gouvernance mondiale.

«Nous avons déjà eu tellement de mal à parvenir à créer la zone euro, qu'imaginer une monnaie unique entre des entités aussi différentes que la Chine et l'Europe semble impossible», a-t-il souligné, en insistant toutefois sur l'importance du G7, où toutes les voix peuvent se faire entendre et où les États-Unis n'ont plus l'hégémonie.

Le sujet des unions lancées, une élève s'est alors risquée à demander si, pour simplifier les choses dans l'Union, il ne serait pas plus aisé de

ne reconnaître plus qu'une langue officielle dans l'UE. Le Premier ministre s'est amusé de la question en imaginant, pour plaisanter l'espace d'un instant, que le luxembourgeois deviendrait la langue officielle de l'Union, puis a expliqué qu'avec 27 États membres, le problème de la langue est une affaire non maîtrisable.

«Malte, qui vient de rentrer dans la zone euro, a décidé d'imposer le maltais comme une des langues officielles. Lors d'événements européens, le traducteur maltais peut être amené à traduire du danois ce qui l'oblige presque toujours à écouter le traducteur anglais. Ce n'est pas simple mais il faut conserver cette richesse», a-t-il souligné, en rappelant que le monde compte 6 000 langues dont 3 000 en voie de disparition et que 2 disparaissent tous les 15 jours.

«Puisque notre devise est "L'unité dans la diversité" faisons en sorte de conserver tout ce qui fait notre richesse», a-t-il conclu.



Photo : Hervé Montaigu

En évoquant l'histoire, Jean-Claude Juncker a su captiver les jeunes.